

Gaz fossile : Les Amis de la Terre dÃ©cryptent la fabrique de la dÃ©pendance

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
April 2024

Les Amis de la Terre France publie avec le soutien de cinq organisations (Beyond Fossil Fuels, Food and Water Action Europe, Razom We Stand et Reclaim Finance) un rapport sur le gaz fossile : "Gaz fossile : la fabrique de la dÃ©pendance. Comment l'industrie fossile et l'Ã‰tat nous enferment dans un modÃ“le Ã©nergÃ©tique insoutenable". La France est devenue un maillon essentiel du marchÃ© du gaz russe. En pratiquant le "transbordement" [transfert de GNL d'un navire Ã un autre sans le regazÃ©ifier ; le gaz transbordÃ© n'est pas comptabilisÃ© dans les flux transitant par la France, contrairement au gaz importÃ© puis rÃ©exportÃ©], elle permet Ã la Russie d'exporter plus de gaz, ce qui finance la guerre et n'a rien Ã voir avec l'approvisionnement de la France. Alors que la troisiÃ“me Programmation pluriannuelle de l'Ã©nergie (PPE), attendue en 2024, doit dÃ©finir notre trajectoire Ã©nergÃ©tique pour la prochaine dÃ©cennie, "il est encore temps de refuser de s'enfermer dans cette dÃ©pendance dÃ©jÃ“tÃ“re pour le climat, les droits humains et l'Ã©conomie en choisissant une autre voie", clame les Amis de la Terre, qui formule dix-sept recommandations.Â

TroisiÃ“me plus grande consommatrice de gaz fossile et premiÃ“re importatrice de GNL (gaz naturel liquÃ©fiÃ©) de l'Union europÃ©enne, la France n'a pas engagÃ© les politiques nÃ©cessaires pour diminuer fortement et durablement sa consommation, dÃ©nonce l'organisation. "Au contraire, les politiques Ã©nergÃ©tiques passÃ©es et le discours actuel le prÃ©sentent comme une Ã©nergie de transition.Â [...] En 2022, suite Ã l'invasion russe de l'Ukraine, ce narratif fallacieux s'est doublÃ© d'un nouveau mythe : le GNL permettrait de se passer de gaz russe et serait donc facteur d'indÃ©pendance Ã©nergÃ©tique justifiant ainsi l'explosion des importations (+ 80 %). Pourtant, la rÃ©alitÃ© est toute autre : d'une part, l'Ã‰tat franÃ§ais, les entreprises et les banques Ã©taient impliquÃ©s depuis des annÃ©es dans le dÃ©veloppement du GNL, dont les importations ont explosÃ© une premiÃ“re fois en 2018-2019. D'autre part, les importations de GNL depuis la Russie ont augmentÃ© en 2022 et sont restÃ©es Ã©levÃ©es en 2023. Par ailleurs, le terminal de Montoir de Bretagne fournit un service clé pour le commerce de gaz russe qui n'a rien Ã voir avec la sÃ©curitÃ© d'approvisionnement : le transbordement du gaz depuis les bateaux brise-glaces empruntant la route maritime du Nord vers des mÃ©thaniers classiques qui l'exportent ailleurs dans le monde, permettant ainsi une plus grande rotation des brise-glaces."

L'organisation dÃ©nonce une ultime instrumentalisation de la guerre en Ukraine puisque la nÃ©cessitÃ© de se passer de gaz russe sert de justification Ã des dizaines de projets d'augmentation des capacitÃ©s d'importation de GNL Ã travers l'Europe, verrouillant les systÃmes Ã©nergÃ©tiques pour de nombreuses annÃ©es. En France, en plus du terminal flottant au Havre mis en service en octobre 2023, six projets ont fait discrÃ©tement surface. Ils pourraient augmenter la capacitÃ© d'importation franÃ§aise de GNL de 75 % par rapport Ã 2021. Ceci alors mÃªme que les capacitÃ©s actuelles sont suffisantes pour couvrir nos consommations en gaz fossile et la demande baisse.

Rapport Gaz fossile : la fabrique de la dÃ©pendance